



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 1329

Texte de la question

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. le président.** La parole est à M. Marc Dolez, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

**M. Marc Dolez.** Monsieur le Premier ministre, au nom de notre groupe, je m'adresse à vous avec la gravité qu'impose la situation du pays. Aujourd'hui, la réalité économique dans toute sa brutalité, c'est d'abord la poursuite de l'hémorragie d'emplois industriels (« *Eh oui !* » sur divers bancs du groupe UMP), au rythme effrayant de dix plans sociaux et mille chômeurs de plus par jour. C'est aussi la paupérisation accrue des ménages, comme s'en alarme le Secours catholique dans son rapport annuel. Face à l'exaspération, à la détresse ou à la colère de nos concitoyens, attendre un hypothétique retournement de conjoncture est aussi illusoire (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) qu'imaginer un remaniement sans rompre avec une politique qui, faute de combattre la finance, mène inéluctablement à l'échec.

Pour répondre aux urgences du pays, il n'y a pas d'autre voie que d'ouvrir des perspectives de changement, à partir de trois convictions susceptibles, nous le croyons, de rassembler largement à gauche : premièrement, le problème de la France n'est pas le coût du travail, mais celui du capital ; deuxièmement, le problème des Français n'est pas le ras-le-bol fiscal, mais le pouvoir d'achat ; troisièmement, la priorité n'est pas la réduction des déficits, mais le financement de l'investissement. Monsieur le Premier ministre, il n'y a pas de fatalité au cercle vicieux de l'austérité et du chômage de masse, à condition toutefois de résolument changer de cap. Ma question est donc celle que se posent beaucoup de Français qui ont assuré la victoire de la gauche en 2012 : le Gouvernement est-il prêt à prendre un autre chemin, celui de la justice fiscale et de l'arrêt des licenciements, celui de la relance sociale, industrielle et écologique ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre du redressement productif. (« *Ah !* » sur les bancs du groupe UMP.)

**M. Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif.** Monsieur le député, nous faisons face à une situation qui, dans tous les pays européens, est difficile ; et pourtant, nous prenons des mesures qui montrent, sur le plan macroéconomique, un certain nombre d'éléments positifs. Tous les instituts de conjoncture internationaux, nationaux et européens ont révisé à la hausse leurs perspectives de croissance pour cette année et l'année prochaine. Toutes les enquêtes d'organismes indépendants, notamment celles de l'INSEE, montrent que le moral de nos entreprises – à travers celui de leurs directions – s'améliore. Divers éléments macroéconomiques sont donc aujourd'hui bien plus positifs qu'hier.

Cela suffit-il ? La réponse est non. Je présenterai tout à l'heure, avec le soutien du Premier ministre, plusieurs mesures d'urgence exceptionnelles permettant de tenir en attendant la reprise de la croissance dans un certain nombre de plans sociaux importants où nous n'avons aucune raison de perdre des milliers d'emplois. En effet, le

système bancaire, qui ne fait pas son travail et n'assume pas les risques, aujourd'hui ne finance pas des investissements que, pourtant, un grand nombre d'investisseurs sont prêts à faire sur le territoire français. Nous prenons donc des mesures en cas de défaillance des marchés pour faire face à une situation difficile. Mais nous n'attendons pas la croissance (« Ah ! » sur les bancs du groupe UMP) : nous y travaillons, et les coûts de production sont effectivement un problème. Il y a le coût du capital, et c'est pourquoi nous avons créé la Banque publique d'investissement ; il y a le coût de l'énergie, et c'est pourquoi nous défendons le nucléaire (Exclamations sur les bancs du groupe écologiste) ;...

**M. Guy Geoffroy.** Bravo !

**M. Arnaud Montebourg,** ministre. ...il y a aussi le coût du travail, c'est pourquoi nous avons fait le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Nous travaillons à défendre notre performance économique, et je suis certain qu'avec vous, nous réussirons ! (Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

## Données clés

**Auteur :** [M. Marc Dolez](#)

**Circonscription :** Nord (17<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1329

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Redressement productif

**Ministère attributaire :** Redressement productif

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [14 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [14 novembre 2013](#)